



Lundi 20 janvier 2014

La liaison du président... avec le patronat !

18 mois que cela durait... mais les médias faisaient mine de ne rien savoir. Et voilà que Hollande assume son idylle avec le grand patronat. Il a tenu à l'officialiser lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier, où il a détaillé le « *pacte de responsabilité* », autrement dit le mirifique contrat de concubinage qu'il entend conclure avec ses bien-aimés.

Dans la corbeille de la favorite : 15 milliards d'euros.

Le président amoureux ne s'est pas contenté de cajoler le patronat, en lui chantant ses refrains préférés : baisse des charges, compétitivité, etc. Il s'est engagé à supprimer les cotisations familiales d'ici à 2017. Soit une dot de 35 milliards d'euros qu'il apporte aux grands patrons... La mesure viendra paraît-il remplacer le Crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE), qui représentait 20 milliards, ce qui fera tout de même 15 milliards d'euros supplémentaires dans les poches patronales.

Et ce n'est que le début d'une longue liste de lune de miel. Car Hollande a également promis de « *moderniser* » la fiscalité des entreprises, de « *faciliter* » leurs décisions et autres commodités très lucratives. Tant et si bien que Pierre Gattaz, le patron des patrons, a applaudi et que l'UMP ne sait plus quoi dire, vu le PS lui pique sa politique et même la double sur sa droite !

Au bon peuple de payer l'offrande

Comment financer cette politique ? En faisant de nouvelles coupes budgétaires ! Hollande a annoncé 50 milliards d'économies d'ici 2017. De quoi démanteler un peu plus les services publics, réduire les budgets sociaux, étrangler les associations que l'on prive de subventions alors qu'elles assurent tant de besoins indispensables, etc. De quoi appauvrir encore plus la majorité de la population.

Hollande, reprenant la même démagogie

mensongère que Sarkozy, y est même allé de son couplet sur les « *abus* » du système de protection sociale. C'est oublier un peu vite que la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés et qu'une bonne partie des plus pauvres ne touchent pas ce qui leur est dû, tellement les démarches pour faire valoir ses droits sont compliquées. Car là encore, le « *choc de simplification* » dont se vante Hollande, c'est pour les patrons, pas pour les exploités, pas pour les licenciés. L'assistantat en grand, et la facilité des démarches, c'est pour les barons du CAC 40.

Un contrat d'idylle à sens unique

Le plus beau, dans l'aventure sentimentale présidentielle, c'est que le patronat, lui, ne s'engage à rien. Gattaz refuse carrément « *que ce pacte se transforme en contraintes* ». Le patron des patrons précise d'ailleurs qu'il veut bien avoir pour « *objectif* » la création d'un million d'emplois d'ici à 2020 (contre 100 milliards de baisse d'impôts !), mais attention, qu'il ne « *promet rien* ».

Le gouvernement offre, le patronat prend, en redemande... et ne s'engage à rien. Cela fait d'ailleurs trente ans que cela dure. Les gouvernements de droite comme de gauche multiplient les cadeaux au patronat, et le chômage touche aujourd'hui 5,5 millions de personnes ! Pendant les 18 premiers mois du quinquennat Hollande, de grands groupes comme PSA ou Sanofi, entre autres, ont largement profité des crédits d'impôts. Cela ne les a pas empêché de licencier et de mettre ainsi, directement ou indirectement, 500 000 travailleurs de plus au chômage.

Il fut un temps où l'on faisait la révolution contre un régime de privilégiés affamant le peuple. Tout se passe comme si les présidents de la République d'aujourd'hui prenaient modèle sur les têtes couronnées d'il y a plus de deux siècles. Il serait temps d'en finir avec l'ancien régime du 21^{ème} siècle.

Paroles, paroles

A la fin de la grève, la direction s'est engagée à muter des travailleurs à Poissy. Or elle vient d'annoncer qu'elle compte arrêter une équipe de production de la 208 et supprimer 684 postes.

Et comme par hasard elle en a tiré prétexte pour bloquer les mutations à Poissy.

Parole de patron, parole de menteur !

Tous ensemble, oui

Vendredi, environ 250 ouvriers et militants de différentes entreprises du pays, se sont retrouvés à Amiens pour soutenir l'occupation de l'usine par les travailleurs.

Dans une situation où de tous côtés le patronat est à l'offensive pour fermer les usines et aggraver les conditions de travail, il est juste que des militants et des travailleurs combattifs se soutiennent les uns les autres.

Manière d'affirmer face aux patrons et au gouvernement que la convergence des luttes est une idée nécessaire que bien des travailleurs ont dans la tête.

La sécurité, leur priorité ?

Dans un article du *Parisien* du 8 janvier on apprend que PSA a été auditionné pour homicide involontaire dans l'accident mortel d'un cariste de Saint-Ouen du 1er avril 2009.

La décision du juge ne sera rendue que le 11 février mais, durant l'audience, la responsabilité de PSA a été pointée du doigt par les intervenants. Suite au décès de Vincent, une enquête de l'Inspection du travail avait révélé des manquements à la sécurité. A l'époque, le stock intra, lieu de l'accident, était ouvert à la circulation de tous les caristes. La direction a été contrainte d'y remédier en installant un dispositif de signalisation ainsi que de nouvelles règles de circulation.

Il aura fallu un drame humain pour que la sécurité soit améliorée pour les magasiniers.

Accroc au cash

PSA compte vendre une partie des terrains et bâtiments des sites de Sochaux et de Mulhouse aux collectivités territoriales locales. À Mulhouse, c'est pour récupérer 18 millions d'euros. La direction continuera de louer ces mêmes bâtiments pour 2,2 millions d'euros par an... tant qu'elle en aura besoin.

Manière d'emprunter aux collectivités à taux 0 % sur le dos du contribuable et de commencer les préparatifs pour la suppression d'une ligne de montage qui est à l'étude. Ce sont donc les salariés qui paieront deux fois la note : par leurs impôts locaux et par les réorganisations, suppressions de

postes, mobilités et charges accrues qu'ils subiront. Quand PSA se shoote au cash, c'est l'État son meilleur dealer.

Salut, TVA bien ?!

Au self, dès la rentrée de janvier, en guise de bons vœux nous avons pris de plein fouet l'augmentation de TVA de 3 %. Que la direction n'a pas hésité à nous répercuter à 100 %.

Et quand on sait que le fruit de cette augmentation de la TVA ira financer le « *crédit impôt compétitivité emplois* » représentant des subventions de 10 milliards d'euros en 2014 (20 milliards en 2015) au patronat pour lui permettre de continuer à nous faire encore les poches et supprimer des emplois afin d'être plus « compétitifs », il y a vraiment de quoi être révolté.

Le temps des colonies

Loin d'avoir ôté son casque de colon, la France ne cesse de faire et de défaire les dictateurs en Centrafrique. Prétextant la détresse du peuple centrafricain, l'intervention française n'empêche en rien les massacres et se solde uniquement par la démission forcée du président Djotodia.

La France l'avait pourtant laissé prendre le pouvoir il y a un an malgré les appels à l'aide de Bozizé, son ancien pantin au pouvoir. En 2007, les troupes et l'aviation françaises avaient même aidé ce dernier à sauver son régime contre les rebelles du nord. L'armée de Bozizé avait alors détruit plus de 10 000 maisons dans le nord du pays. Et ils osent évoquer des buts « humanitaires ».

Le gouvernement français s'emploie à choisir ses marionnettes à la tête de la Centrafrique. Quant aux violences et à la misère auxquelles est exposé le peuple centrafricain, c'est bien la dernière de ses préoccupations.

« Gamonal : révolution, nous pouvons ! »

C'est un des slogans de la mobilisation dans le quartier ouvrier de Gamonal (dans la ville de Burgos, en Espagne), qui a contraint le maire à annuler son projet de prestige réaménageant un boulevard urbain. Des dizaines de personnes occupaient en effet ce boulevard pour empêcher les travaux, des milliers manifestaient quotidiennement.

Les manifestants contestaient la nécessité de cet investissement de 8 millions d'euros alors que les coupes budgétaires ont des conséquences de plus en plus dramatiques dans leur vie quotidienne. Ils demandaient notamment que cet argent soit investi dans le secteur de la santé et de la petite enfance au moment où une crèche était fermé dans ce même quartier.